

# L'ÉCLOSION

*Décryptage des interviews du Général patriote Abdourahamane Tiani*

## Les sanctions de la France et sa Cédéao ne peuvent arrêter la marche du Niger vers sa souveraineté



**Éditorial**

### Le plus grave

Ibrahim YERO

**S**ans surprise, le 64e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Cédéao vient de maintenir les sanctions criminelles contre le Niger, dimanche, à Abuja, au Nigéria. Ce n'est pas tant cette décision injuste qui est blâmable, que les raisons qui l'ont motivée.

Le plus grave, c'est que les chefs d'Etat de la Cédéao ont obéi aux ordres du président français Emmanuel Macron qui avait, quelques jours plus tôt, en recevant le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara, déclaré qu'il n'y aura pas de négociations avec les autorités du Niger sans la libération de l'ancien président Mohamed Bazoum. Ce qui est honteux est que les « syndicalistes » de la Cédéao n'ont pas été sensibles aux souffrances de la population du Niger dans leur obéissance aveugle au colon français.

Le plus grave est qu'on trouve des nigériens auxquels le pays a tout donné qui sont allés jusqu'à Abuja pour simplement aider à punir le fier Peuple nigérien. Le plus grave, c'est que d'autres Nigériens, parce qu'ils sont à l'abri à l'étranger ou ont amassé... *Suite P. 2*



**Hambali voyages organise une Oumra famille le 22 décembre prochain**

*Meilleures œuvres journalistiques sur les droits humains*

## Balkissa Ibrahima de L'Écllosion remporte le 1<sup>er</sup> prix du concours du Rjdh

**« Les prix des machines pour la création d'une monnaie sont très dérisoires (...) ces machines peuvent coûter de \$6,000.00 (ndlr, environ 3.600.000 FCFA) à des millions de dollars »,** explique Mohamed Abdul Bakie, économiste de nationalité nigérienne vivant aux USA.

Promesse de 1,9 million de dollars de la Cédéao aux Etats du Sahel

# Un cadeau empoisonné dont personne n'a besoin

Par : Adamou Batouré, Stagiaire

**A** l'occasion de la présentation d'un rapport sur l'état de la Cédéao, le 30 novembre dernier, le président de la commission de ladite communauté s'est prononcé sur situation sécuritaire dans les pays de l'AES (Alliance des Etats du Sahel). Dans son allocution, il annonce l'engagement de la Cédéao au côté de ces pays qu'elle a pourtant tenté de conduire au cimetière. Omar Alieu Touray annonce que la Cédéao envisage de soutenir l'effort de guerre contre le terrorisme au sahel avec une aide financière de 1,9 millions de dollars (environ 1,140 milliards de FCFA) pour chacun des 3 pays de l'AES à savoir le Burkina, le Mali et le Niger ; plus un autre million de dollar pour le Burkina Faso au nom des déplacés internes du conflit.

Assaillis par la crise sécuritaire et de l'extrémisme violent, les pays du sahel étaient seuls en guerre contre

le terrorisme depuis plus de 10 ans sans aucun soutien de la Cédéao. Seuls dans ce combat jusqu'au jour où ils ont décidé de prendre en main la décision suprême en ce qui concerne la gestion de leurs États respectifs. Et c'est maintenant que la Cédéao trouve l'opportunité d'annoncer une aide financière alors même qu'elle a mis sous embargo chacun de ses pays à un moment ou à un autre et le Niger croule toujours sous le poids de ses sanctions criminelles. « Pendant plusieurs années de guerre, nous n'avons pas vu la Cédéao. Ne serait-ce que même un témoignage de compassion à des occasions où nous avons été meurtris ... », déplore le général Toumba, ministre de l'Intérieur du Niger à l'occasion du forum de Lomé au Togo.

Ce qui préoccupe réellement la Cédéao, c'est sans doute l'irruption des armées du sahel sur la scène politique avec les coups d'Etat au Mali, au Burkina Faso et au Niger.



Une question qui représente pour elle, une menace sérieuse d'autant plus qu'elle vise les complices du terrorisme dans le sahel, les français en l'occurrence, qui sont chassés de tous ces 3 pays. Au moment où la population du sahel était dans le besoin pressant d'une assistance humanitaire, sécuritaire, la Cédéao ne pensait qu'à mettre en place une force anti-coups d'État. Et voilà rien qu'avant hier, un exemple palpable du caractère diabolique de la Cédéao. Elle tentait d'attaquer les pays de l'AES

précisément le Niger. Elle menaçait, empêchait la vie à la population du Niger qui fait preuve d'une résilience formidable. Pire elle refuse la suspension du blocus infligé à ce pays malgré la pression affichée de son parlement.

Et c'est cette même Cédéao qui envisage aujourd'hui dire qu'elle va aider le Niger et les deux autres pays de l'AES en matière de lutte contre le terrorisme. Le ridicule ne tue pas en Afrique vraiment.

L'ÉCLOSION

Suite de l'éditorial

des fortunes couvrant leurs besoins surplace, applaudissent la croisade meurtrière de la France et sa Cédéao contre leur propre pays.

La honte, c'est quand pour des intérêts égoïstes et mesquins l'on œuvre et souhaite le malheur de son Peuple en aidant le colonisateur à continuer son asservissement et la spoliation des richesses de son pays au profit du pays colonisateur et esclavagiste. La honte est qu'un soldat mal payé est dans la brousse pour protéger et défendre le pays au prix de sa vie pendant qu'un prétendument « intellectuel » grassement payé et de surcroît voleur de deniers publics est derrière son clavier pour soutenir l'ennemi terroriste et ses commanditaires. Le plus grave est que l'État a payé cher pour les

études de certains qui, aujourd'hui, n'ont aucun autre ennemi que le même Etat du Niger qui les a soignés, éduqués, instruits, sécurisés, nourris, alors qu'il n'était rien du tout. La honte est que le président de la Cédéao, Bola Ahmed Tinubu, en qualifiant l'Aes « d'alliance fantôme » veut faire plaisir aux Occidentaux au détriment de ses frères Africains.

Tout ça, parce que les pays de l'Aes (Mali, Burkina Faso et Niger) ont décidé de prendre leurs destins en mains et de ne plus se laisser humilier, marginaliser et exploiter par des puissances étrangères qui vivent et prospèrent des ressources des pays qu'ils qualifient de « plus pauvres au monde » et qu'ils disent vouloir « aider à se développer ». Mais au lieu que les pays de l'Aes aient à affronter les colons et

esclavagistes occidentaux pour s'affranchir de leur oppression, ce sont leurs propres frères Africains qui les combattent ouvertement et sans retenue aucune. Le plus grave est que la Cédéao, dans les conclusions de sa réunion, n'a même pas été capable de féliciter le Mali pour la reprise de Kidal encore moins le Burkina Faso pour avoir réussi à mettre en échec l'assaut de 3 000 terroristes sur la ville de Djibo. Il n'y a plus de doute : la Cédéao actuelle est une alliée des terroristes et leurs commanditaires. D'ailleurs, on reproche au Niger d'avoir renversé un président mal-élu sans qu'aucun coup de feu ne soit tiré ni même que personne ne soit blessée mais voilà que les « démocrates » occidentaux et leurs valets africains regardent Israël massacrer la population civile de

Gaza sans lever le petit doigt pour imposer des sanctions à Israël. Bien au contraire, les USA qui donne les leçons de démocratie et de droits humains est le principal fournisseur des projectiles et autres missiles qui tuent les gazaouis. Mieux, il a utilisé son veto au Conseil de sécurité de l'Onu pour bloquer une résolution qui ne demande que l'arrêt du massacre des civils à Gaza.

Le plus beau est que le Peuple nigérien est déterminé à ne plus accepter qu'on lui dicte ses choix. Il les prendra seul et les assumera aussi. Pareil pour le peuple de l'Aes qui est plus que jamais déterminé à prendre son destin en mains. Et ça, aucun Occidental ne peut l'arrêter aujourd'hui ou demain. In sha Allah.



Décryptage des interviews du Général patriote Abdourahamane Tiani

# Les sanctions de la France et sa Cédéao ne peuvent arrêter la marche du Niger vers sa souveraineté

Par : Ibrahim YERO

Le Président du Cnsp, chef de l'État, le Général de brigade Abdourahamane Tiani a accordé des interviews en français, hausa et zarma à nos confrères des médias publics, dimanche 10 décembre 2023. Date, qui coïncide avec la 64e session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cédéao à Abuja, au Nigéria voisin. Toutes les questions de l'heure ont été évoquées par le Président du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie.

## Dans la forme

Le Général Abdourahamane Tiani est apparu avec son imperturbable sérénité et la simplicité d'un grand homme d'État qui le caractérise toujours. Dans la forme toujours, tout a été fait pour montrer que ces interviews ne sont pas motivées par le sommet de la Cédéao. Non seulement, la cellule communication de la présidence s'est arrangée à annoncer la diffusion des interviews dès 15 heures locales alors que les conclusions de la réunion d'Abuja n'étaient pas encore connues. D'ailleurs, les interviews du Président Tiani ont été enregistrées dans la matinée au moment où se tenait ledit sommet. Puis, l'embargo de la Cédéao a été parmi les dernières questions comme pour dire que le sommet le concernant est un non-événement. Alors que les questions des journalistes, sans doute, ont été produites et agencées par les communicants de la présidence.

En tout cas, le chef de l'État s'est d'abord intéressé aux sujets qui préoccupent ses compatriotes notamment la disponibilité des produits alimentaires, la cherté de la vie, la sécurité, l'économie, les ressources minières et pétrolières, la lutte contre la corruption et la délinquance financière, les nominations aux fonctions de l'Etat, la campagne agropastorale écoulee, l'Alliance des Etats du Sahel (AES), bref, la levée ou non de l'embargo de la France et sa Cédéao a été « moulée » (comme ont dit dans le jargon journalistique) dans le reste des préoccupa-



tions nationales. Et lorsqu'il s'est agi de l'évoquer, le patron du Cnsp a laissé entendre qu'il n'y a aucune chance que l'embargo soit levé. Une façon de dire que son régime a pleine conscience des enjeux qui dépassent de loin l'isolement du Niger voulu, décidé et imposé par la France.

## Dans le fond

Le Général Abdourahamane Tiani a répété une phrase qu'il avait déjà prononcée à Lomé au Togo le vendredi lors de sa visite éclair dans ce pays. « Même si la marche (ndlr, allusion faite à la transition du Cnsp) s'arrête aujourd'hui, nous sommes convaincus que notre pays ne reculera plus jamais, nos citoyens ne vont plus jamais se laisser faire », avait dit le Général 2 étoiles à Lomé avant de répéter la phrase lors de ses interviews. En disant cela, Abdourahamane Tiani tente de rassurer les Nigériens que la mission du Cnsp se résume à l'intérêt général. Mais il envoie surtout un message aux Occidentaux menés par la France qui sont décidés à en découdre avec la transition de notre pays par tous les moyens. Ils perdent leur temps, semble dire le Général Tiani, la marche du Niger vers sa souveraineté n'est plus liée à la vie des membres du Cnsp ni à

celle du chef de l'Etat qu'il est. Ce qui laisse penser que des dispositions sont déjà prises pour que la dynamique soit poursuivie par d'autres insoupçonnés du fait qu'ils ne gravitent pas autour du Cnsp. Cette hypothèse est renforcée par la fin de la phrase qui dit que les citoyens ne vont plus se laisser faire. C'est sans doute pourquoi, le Général n'est point inquiet malgré les sanctions et surtout malgré les graves informations qu'il a données en évoquant le positionnement de l'armée française sur notre frontière avec le Tchad après sa sortie du territoire nigérien. Ni même l'aménagement d'une partie du parc W où les français sont entrain de rassembler des terroristes côté béninois pour déstabiliser le Niger comme, du reste, ils l'ont promis. Avec un sourire digne d'un héros, le chef de l'État nigérien a aussi appuyé ses révélations par la visite du chef d'état-major des armées français au Bénin du 8 au 9 décembre 2023 et la promesse de la France à ce pays voisin du Niger de sommes d'argent pour « arranger sa frontière », a ironisé le Général Tiani. Même les Etats-Unis d'Amérique ont aussi mis la main à la poche pour aider financièrement le Bénin dans ce sens. Un dirigeant exposé à tant de menaces aussi bien pour sa propre

Suite P. 4



Meilleures œuvres journalistiques sur les droits humains

# Balkissa Ibrahima de L'Écllosion remporte le 1<sup>er</sup> prix du concours du Rjdh

Par : Kimot Touré

Le réseau des journalistes pour le droit de l'homme (Rjdh) a procédé hier, lundi 11 décembre 2023, à la remise des prix aux lauréats du concours des meilleures œuvres journalistiques sur les droits humains. C'était en présence de plusieurs responsables des médias publics et privés ainsi que ceux du corps diplomatique accrédité au Niger qui soutient les droits humains.

Dans son allocution, le président du RJDH, M. Ibrahim Abdou Tikiré a d'abord présenté ledit réseau avant d'indiquer que l'objectif principal de sa création est d'amener les journalistes nigériens à plus de production dans ce domaine précis.

En prenant la parole, le représentant du haut commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme, M. Omer Kebiwou Kalameu a tenu à rappeler l'importance de la défense des droits humains dans une nation. Par la même occasion, il a



souhaité bonne fête des 75 années de célébration de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Quant au président du projet ADALCI, M. Ouatara About Karno, tout en félicitant les lauréats de ce concours, a exhorté le RJDH à organisé plus d'initiatives de ce genre et à innover concernant les critères de sélection. Aux Hommes des médias, il les a encouragés à

réaliser plus de reportages sur les droits humains.

Ainsi, sur 65 dossiers déposés, 33 sont traités et parmi ceux-ci trois candidats dans toutes catégories confondues ont remporté des prix composés d'un ordinateur portable. Pour la catégorie presse écrite, c'est notre collègue de la Rédaction, Balkissa Ibrahima, journaliste à L'Écllosion, qui a remporté le pre-

mier prix pour son article intitulé : statut de l'enfant naturel au Niger, entre protection juridique et stigmatisation sociale. Un sujet qui dénonce la discrimination faite aux enfants naturels dans la société nigérienne même étant devenu adulte.

Un film court métrage sur les droits humains a été diffusé au cours de la cérémonie de remise des prix.

## L'ÉCLOSION

### Suite de l'éditorial

vie que la sécurité de son pays mais qui garde le sens de l'humour et une sérénité à toute épreuve, cela s'appelle : la bravoure. Mais être un Général de brigade ne suffit pas pour ça, il faut une bonne dose de conviction en ce que l'on fait et du caractère éminemment salubre de la trajectoire empruntée.

### Avenir prometteur

Concernant les sanctions de la France et sa Cédéao, le Président Tiani a fait montre d'un pessimisme profond quant à l'éventualité de leur levée dans l'immédiat. Il a laissé entendre que si ces sanctions émanaient

véritablement de la Cédéao, sans doute qu'elles seraient levées mais puisqu'elles sont imposées par la France et l'Union européenne, il n'y a rien à attendre de ce côté-là. Le chef de l'Etat a d'ailleurs rappelé les propos d'Emmanuel Macron en recevant Alassane Ouattara le 22 novembre dernier à l'Elysée qui avait tranché qu'il n'y aura pas de négociation tant que l'ancien président Bazoum ne serait pas libéré. Abdourahamane Tiani a aussi fait une révélation selon laquelle l'Union européenne a demandé que les sanctions contre le Niger ne soient pas levées avant l'an 2024.

Mais c'était sans compter avec

les autorités militaires de Niamey qui ont déjà tourné la page en prospectant d'autres sources d'approvisionnement du pays en marchandises. Le Président du Cnsp a annoncé des accords signés avec plusieurs pays dont l'Algérie, la Lybie, la Guinée Conakry sans compter le Burkina Faso et le Mali, membres de l'Alliance des Etats du Sahel (Aes). Il reste à trouver l'alternative au blocus financier de l'Uemoa à travers le gel des avoirs du Niger à la Bceao et la suspension des transactions financières avec notre pays. A ce propos, la monnaie de l'espace Aes en gestation est certainement la solution. D'ailleurs, quelques jours aupa-

ravant, le ministre des Affaires étrangères du Niger avait confié aux médias publics, que notre pays va certainement quitter la zone Uemoa parce qu'il est inadmissible que nos ressources propres soient bloquées.

Pour faire court, c'est un Général Abdourahamane Tiani rassurant qui s'est adressé à ses compatriotes dimanche dernier. L'on a pu aussi percevoir et mesurer la détermination du Président du Cnsp et ses camarades à conduire le Niger au quai de sa souveraineté afin qu'il emprunte le bateau de son développement. Bonne chance, mon Général, qu'Allah veille sur vous et sur le Niger. Amine.



« *Les prix des machines pour la création d'une monnaie sont très dérisoires (...) ces machines peuvent coûter de \$6,000.00 (ndlr, environ 3.600.000 FCFA) à des millions de dollars* », explique Mohamed Abdul Bakie, économiste de nationalité nigérienne vivant aux USA.

Par : Ibrahim YERO

**M**ohamed Abdul Bakie est un Nigérien vivant aux Etats-Unis d'Amérique. Il est économiste, Financier et gestionnaire de formation. Il vit à Greensboro dans l'Etat de New-York depuis une vingtaine d'années. Il a accepté d'accorder une interview à L'Éclosion pour parler du FCFA et de la nouvelle monnaie en gestation. Lisez l'intégralité de son interview.

**L'Éclosion :** quels sont les avantages et inconvénients du FCFA ?

**Mohamed Abdul Bakie :** Le franc CFA est une monnaie qui a été créé par l'administration coloniale de l'époque avec comme mission d'une part la pérennisation du contrôle des acquis et des dispositifs coloniaux et de l'autre, pour permettre à systématiquement dérober l'Afrique de ses ressources minières, tout en nous empêchant de nous industrialiser.

Pour accomplir sa mission macabre, la France fait dépouiller quotidiennement les anciennes colonies de leurs ressources financières à travers les taux de change et le soi-disant « traite et accords monétaires » qui lui permet de garder dans sa banque centrale 50% de nos recettes commerciales, Régionales et internationales.

Selon certains théoriciens, un des avantages du CFA, comme ceux de toute autre monnaie à travers le monde, c'est qu'il joue un rôle de facilitateur des échanges commerciaux, des transaction financières et sert également d'outil pour implémenter la politique économique et fiscale de la banque centrale qui est la BECEAO ainsi que celle de L'UEMOA qui est une autre entité économique et financière de la zone CFA. Pour un grand nombre de techno-politologues, cette monnaie est un accessoire de domination, d'oppression et de servitude. Me référant à cette assertion, sans aucun risque de me tromper, je dirais que les inconvénients du CFA sont non seulement plus nombreux mais elles sont également très désastreuses pour les économies de la Zone CFA, je vous donne quelques exemples que j'ai pu identifier à l'œil :

- Le contrôle des économies des pays de la Zone CFA
- Le contrôle de notre paysage administratif, social et politique
- Le manque d'accès à l'industrialisation
- L'inexistence de la souveraineté nationale
- Le financement clandestin du terrorisme etc.

**Comment créer une monnaie, que faut-il ?**



#### Quel processus à suivre ?

Pour créer une monnaie il faut l'existence d'une banque centrale avec des banques commerciales qui seront créer et serviront d'intermédiaires entre les ménages, les entreprises d'un côté, ensuite l'État et la banque centrale elle-même, de l'autre.

Synthétiquement, la première étape pour créer une monnaie passe d'abord par les banques commerciales qui octroient des crédits à leurs clients et cela permettra justement de créer de la monnaie, c'est à dire à effectuer un prêt sans avoir les montants correspondant en ressources physique.

La deuxième Phase se passe à la banque centrale qui crée ce qu'on appelle de la « monnaie banque centrale ». Un des rôles de la banque centrale est de permettre le bon fonctionnement du marché interbancaire, notamment en fournissant aux banques les liquidités dont elles ont besoin pour effectuer leurs paiements sur leurs territoires ou leur marché. Mais cette monnaie qui est créée à la banque centrale est exclusivement utilisée pour les paiements entre banques et transite par les comptes que les banques détiennent à la banque centrale.

#### Comment trouver les Machines pour imprimer la monnaie ?

Trouver les machines n'est pas le problème, le souci majeur se situe autour de la qualité et de l'authenticité de certains signes et caractères de sécurité qui sont imprimés sur les billets afin de pouvoir rendre très difficile les contrefaçons communément appelés « faux billets », pour cela, la fabrication des billets de banque doit exiger l'accès à une technologie de pointe en matière d'impression. Les billets doivent comporter en outre un certain nombre de signes de sécurité bien visibles, qui doivent permettre de les faire distinguer aisément des contrefaçons sans qu'il soit nécessaire d'utiliser des équipements de pointe, et dissuaderont les faux-mon-

nayeurs à inonder le pays avec des contrefaçons. L'exemple de la France face au régime de Sékou Touré est assez illustrateur.

Les prix des machines pour la création d'une monnaie sont très dérisoires comparés à la masse monétaire qu'elles peuvent potentiellement accompagner et supporter. A titre d'exemple, ces machines peuvent couter de \$6,000.00 (ndlr, environ 3.600.000 FCFA) à des millions de dollars. Mais la question se retrouve au niveau de l'authenticité et de la protection contre les faux-monnayeurs, pour cela, certains pays africains tels que le Ghana et la Guinée font imprimer leurs monnaies locales en Allemagne, en France ou bien en Russie. Les couts d'impression tournent autour de 9 à 12 millions de dollars par an.

#### Qu'est que la création d'une monnaie commune va changer dans la vie quotidienne des citoyens de l'AES ?

La création d'une monnaie par l'AES pourra naturellement améliorer le cadre de vie de nos populations car la banque centrale de l'AES jouera un rôle de stabilisateur et de promoteur de l'économie de la Zone AES, en ce sens que les politiques monétaires, économiques et fiscales tiendront compte des réalités des ménages et des entreprises, du taux de chômage dans l'élaboration des décisions portant sur les choix des taux d'intérêt directeurs.

Si la banque centrale lance son taux d'intérêt directeur à la baisse, les banques commerciales suivront les pas à la banque centrale et cela permettra aux ménages ainsi qu'aux entreprises de faire des emprunts avec la banque commerciale a des taux d'intérêts très bas. Dans ces conditions, les entreprises pourront expandre leurs capacités de productions, ce qui pourra également stimuler la création d'emploi, l'accès à une variété de produits sur le marché local, la baisse des prix de certains produits de premières nécessités sans oublier également la création de nouvelles entreprises locales.

Quels sont les risques réels auxquels s'expose un pays qui décide de créer sa propre monnaie ?

Historiquement les risques sont multiples au nombre desquels :

- Le sabotage par l'ancienne puissance coloniale
- La Contrefaçon
- Les dévaluations
- Difficultés autour de la convertibilité
- L'inflation
- Taux de chômage

Suite P. 7



## Ukraine : les véritables origines de la guerre (2<sup>e</sup> partie)

**O**leg Nesterenko est Président du Centre de Commerce et d'Industrie Européen (CCIE). Il est, entre autres, spécialiste de la Russie et ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris. Il est l'auteur de cet article que nous vous proposons de découvrir en plusieurs parties dans nos parutions. Dans une analyse sans complaisance, Oleg Nesterenko qui connaît bien les relations entre l'Europe, la Russie et les USA nous aide à comprendre les véritables enjeux de la guerre destructrice en Ukraine entretenue par les puissances occidentales au détriment du monde entier qui vit les conséquences directement ou indirectement.

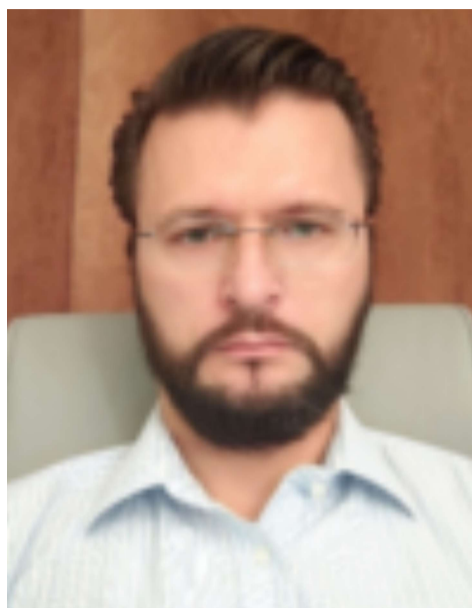
En outre, du côté non-gouvernemental, le très controversé George Soros a déclaré, fin mai 2014, dans une interview à CNN, que la filiale de sa fondation en Ukraine « avait joué un rôle important dans les événements qui ont lieu actuellement en Ukraine ».

Les coups d'état et l'instauration en Ukraine de « l'anti-Russie », réalisés par les Etats-Unis, ne pouvaient ne pas déclencher des contre-mesures stratégiques par la Russie. Les contre-mesures que l'on connaît depuis 2014 et dont on arrive à l'apogée en février 2022.

Le sabotage du spectacle des accords de Minsk

Le respect des accords de Minsk qui aurait instauré une paix durable en Ukraine serait pour les États-Unis d'Amérique une véritable catastrophe géopolitique avec des effets économiques néfastes majeurs qui en découleraient. Il était donc vital de les faire échouer.

De 2015 à 2022, ni Paris, ni Berlin n'ont réussi à faire pression sur Kiev dans le format de Normandie pour que l'Ukraine accorde l'autonomie et l'amnistie au Donbass, comme ils auraient pu le faire, pour une raison simple : en la personne du nouveau président de l'Ukraine, l'oligarque Petro Porochenko, venu au pouvoir par le coup d'état de 2014, ce sont les intérêts sous-jacents des Etats-Unis qui y ont été représentés. Les intérêts qui se sont bien mariés avec ceux des nou-



velles élites ukrainiennes.

Il était clair que si les accords de Minsk devaient être respectés, les réseaux ultra-nationalistes et néonazis de l'Ukraine - le « bras armé » du coup d'état piloté par les Etats-Unis en personne de Victoria Nuland - devaient être immédiatement démantelés. Au même instant, le chef de l'organisation paramilitaire ultra-nationaliste « Secteur droit », Dmytro Yarosh, a clairement déclaré qu'il rejetait l'accord qu'il considère être une violation de la constitution ukrainienne et qu'il comptait poursuivre le combat.

Cette position des forces en croissance exponentielle des ultra-nationalistes convenait parfaitement et aux Etats-Unis et au président Porochenko.

Il existe un enregistrement vidéo, daté du 17 novembre 2022, sur lequel l'ancien président de l'Ukraine, Petro Porochenko parle (en anglais) des accords de Minsk qui ont eu lieu en 2015. Il y avoue directement :

« Je considère que le document des accords de Minsk était un document écrit avec talent. Il me fallait les accords de Minsk, afin d'avoir au moins 4 ans et demi pour former les forces armées ukrainiennes, construire l'économie ukrainienne et entraîner les militaires ukrainiens ensemble avec l'OTAN pour créer les meilleures forces armées de l'Europe de l'Est qui seraient formées avec les standards de l'OTAN ».

Selon cette déclaration de la personne-clé des accords de Minsk, les réels objectifs des pourparlers n'ont rien eu à avoir avec ceux affichés - recherche d'un modus vi-

vendi - mais ont été uniquement de gagner le temps nécessaire à la préparation d'une grande guerre.

En ce qu'il concerne le récent interview sensationnelle accordée à Die Zeit par l'ex-chancelière allemande Angela Merkel - ceci n'est qu'un écho de la vérité annoncée par Porochenko. Et il serait un gage de myopie politique de dissocier les révélations de Merkel de ses propres "garanties" données au président Ianoukovitch en 2014 et qui ont été l'un des facteurs fondamentaux du succès du coup d'État en Ukraine.

Les accords de Minsk ont été, en réalité, qu'un spectacle, une mise en scène - et donc sabotés, de facto, avant même leur initiation.

Le sabotage des Nord Stream  
Actuellement, les spéculations sur l'auteur des explosions sur les gazoducs russes Nord Stream dans la mer Baltique circulent. Sans même prendre en compte les déclarations non réfléchies des derniers mois émanant de divers responsables américains qui les incriminent grandement,

Il faut remonter à des années auparavant, afin de constater que le sabotage de l'approvisionnement de l'Union Européenne par la Russie ne fait nullement partie des opérations hâtives « dans le feu de l'action » de la guerre en cours, mais entre bien dans les objectifs stratégiques calculés de la géopolitique américaine de long terme.

C'est déjà en 2014, que dans une interview télévisée Condoleezza Rice, la secrétaire d'état américaine de l'époque, a avoué l'importance stratégique de faire réorienter les approvisionnements en gaz et en pétrole de l'Europe vers l'Amérique du Nord en coupant les gazoducs russes : « ... à long terme, on veut simplement changer la structure de la dépendance énergétique. Faire dépendre davantage de la plateforme énergétique nord-américaine, de la formidable abondance de pétrole et de gaz que nous trouvons en Amérique du Nord ... ». Avec l'explosion des gazoducs Nord Stream I et Nord Stream II l'objectif est, enfin, atteint.

Je laisse à votre jugement si c'est une coïncidence ou pas, le fait que cette déclaration de la responsable de la politique étrangère américaine a eu lieu l'année même du coup d'état en Ukraine organisé par les Etats-Unis - l'année de la prise du contrôle du pouvoir ukrainien par Washington D.C. - qui a mené vers la réorientation totale de la politique ukrainienne, dont on accuse aujourd'hui les conséquences.

Il est clair que, d'une part, une telle destruction n'était pas envisageable en temps de paix, quand aucune communication et conditionnement de l'opinion des masses ne pouvait permettre le moindre doute sur l'unique auteur et bénéficiaire possible d'un tel événement sans précédent ;

D'autre part, que la mise hors service des gazoducs russes change immédiatement la structure de la dépendance énergétique européenne et la fait réorienter directement vers la plateforme énergétique nord-américaine, vu la saturation au niveau de la demande auprès des producteurs du golfe Persique.

Le pouvoir corporatif américain accède, enfin, au grand marché énergétique européen et, en même temps, décide des prix de vente qui font réguler les coûts de revient dans les industries du concurrent du vieux continent.

Une balle dans le pied

Les faits de la réalité économique sont têtus : l'un des fondements de la concurrentialité des entreprises européennes sur le marché mondial face à ses concurrents direct était, depuis des décennies, l'énergie à des prix bas livrée par la Russie et sécurisée par des contrats à long terme.

L'auto-privation, assumée par les responsables actuels des pays européens, de l'accès à cette énergie rend le sens de l'expression « se tirer une balle dans le pied » bien propre à la situation que les industries de l'UE subiront à court et moyen terme, voir à long terme, si la politique dans ce sens ne connaît pas de changement radical de son



## Suite Guerre en Ukraine

vecteur.

Comme un des « effets secondaires » obtenus par les Etats-Unis sera la désindustrialisation partielle de l'UE qui va directement contribuer au nouveau rêve américain de la réindustrialisation du pays, en déclin depuis les années 1970, et dont la contribution sera apportée par des entreprises européennes énergivores qui ne seront plus en mesure de maintenir leurs activités au niveau habituel sur le continent européen et chercheront de nouveaux débouchés pour le développement sur le continent américain qui préservera les prix de l'accès à des

énergies à des niveaux relativement modérés.

En septembre 2022, les prix à la production industrielle en Allemagne ont bondi de 45,8 %, soit un record historique absolu depuis 1949, année du début des enquêtes statistiques par l'Office fédéral allemand de la statistique. Ce qu'il fallait démontrer.

Par ailleurs, le freinage constant entrepris dans les dernières années par les Allemands au niveau de la quasi-intégralité des accords dans le domaine de la coopération des industries de l'armement entre la France et l'Allemagne qui pourraient mener au développement significatif de l'industrie de défense

européenne autonome, démontre sans nul doute possible la domination politique de l'Allemagne par les Etats-Unis. L'annonce faite par les Allemands au déclenchement de la guerre en Ukraine d'une commande de niveau sans précédent d'armements américains ne fait que reconfirmer la certitude.

Cette domination a mené vers plusieurs succès majeurs supplémentaires américains qui sont l'affaiblissement significatif du concurrent européen dans le domaine de l'armement ; l'élargissement du marché pour l'industrie américaine de l'armement et, surtout, la neutralisation du danger de la création d'un véritable bloc de défense européenne autonome.

Néanmoins, malgré le succès considérable dans le processus de l'affaiblissement de l'économie européenne, le parti démocrate américain, qui est historiquement un pouvoir belliqueux, a commis une erreur stratégique de refuser de suivre les préconisations de Donald Trump, disant qu'il fallait redresser les relations, faire la paix avec l'adversaire traditionnel qui est la Russie, afin que cette dernière ne soit pas un soutien significatif - énergétique et alimentaire - vis-à-vis de l'ennemi majeur des USA qui est la Chine, quand la grande confrontation aura lieu.

## Tournoi de lutte traditionnelle pour jeunes

# Une initiative pour inciter les amateurs de lutte à se lancer !

Par : BIMA

La 4ème édition du tournoi de lutte traditionnelle pour les jeunes de 12 à 14 ans a débuté ce vendredi 1er décembre 2023 au stade Issaka Daboré de Niamey. Initié par le Centre Olympafrica de Banifandou sous la coupe de son président M. Daouda Adamou, ledit tournoi s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des programmes sportifs 2023 d'Olympafrica.

Il a pour but d'une part de promouvoir les valeurs olympiques à travers la lutte traditionnelle et d'autre part servir de cadre à la détection des jeunes talents afin de les initier à la discipline. Pour cette première, ils étaient Soixante et quatre (64) lut-



teurs à s'affronter sur quatre mini-arènes.

Dans une interview qu'il a accordé le technicien national, superviseur des combats de cette compétition, Coach Ibrahim Mahamane a indiqué que ce tournoi est l'occasion de faire

la découverte de jeunes talents cachés et de les instruire aux techniques de lutte. Pour lui, c'est un grand avantage d'avoir un centre comme celui d'olympafrica qui permet l'évolution de la culture et du sport en vue de booster le domaine.



A

Ainsi, pour encourager cette initiative et inciter les amateurs de lutte traditionnelle à se lancer, le président de l'Olympafrica a indiqué qu'il a contacté les écoles partenaires en vue d'une forte mobilisation des élèves pour venir supporter leurs camarades scolaires.

## Suite de la page 5

J'ai beaucoup de questions qui continuent à me tarauder l'esprit au nombre desquelles :

1. Pourquoi n'y'a-t-il pas eu autant de médisances et d'acharnement sur le départ de la Mauritanie de la Zone CFA ?
2. Pourquoi la France n'avait-elle pas imposé à la Tunisie et au Maroc de rejoindre le CFA, à leur indépendance ?
3. Pourquoi ce deux poids deux mesures ?

Au vu justement de l'adversité de la France et de l'UEMOA, que peuvent-elles faire pour entraver la création de la monnaie ?

La France et l'UEMOA vont indéniablement mettre tous leurs arsenaux macabres et de médisance afin de faire échouer ce processus tel qu'elles les ont faits en guinée ou la France était partie très loin jusqu'à faire parachuter de faux billets en Guinée dans le but de créer une inflation, qui a son tour donnera une flambée des prix des produits de premières nécessités afin de pouvoir semer la panique dans les ménages pour que le peuple guinéen se soulève contre le feu Sékou Touré.

**Comment peut se faire le passage du CFA à une autre monnaie ?**

Sans savoir et connaître exactement les accords ainsi que les conventions économiques, monétaire et fiscale qui lient la France, l'UEMOA ainsi que la BCEAO avec les pays de la Zone CFA, il me sera très difficile de répondre avec cohérence sur le transfert du CFA à une autre monnaie, parce que tout simplement, je crois que les accords entre la France et les pays de L'AES doivent être résiliés, abrogés et annulés. Je pourrai tout de même vous éclairer un peu sur le processus de transfert des monnaies locales européennes à l'Euro qui s'est déroulé le 1er janvier 2002.

Les Européens pouvaient échanger

leurs anciennes monnaies nationales gratuitement dans leurs pays pendant une période bien déterminée de transition vers l'euro.

Au cours de la période de transition vers l'euro, les banques centrales nationales retirent progressivement et simultanément la monnaie nationale de la circulation. Ce processus comprend une « période de double circulation » pendant laquelle l'euro et les monnaies nationales ont cours légal. Pendant cette période, les commerçants contribuent au retrait de l'ancienne devise en rendant la monnaie en euros, et il est possible d'échanger la monnaie nationale contre des euros auprès des banques.



# Religion : Hambali voyages organise une Oumra famille le 22 décembre prochain

Par : Ibrahim YERO

C'est avec un nouveau visage resplendissant que l'agence pour le hadj et la oumra Hambali voyages se prépare à accueillir la nouvelle année qui s'annonce. Les bureaux sont réaménagés pour améliorer le cadre de travail, et de nouvelles salles d'attentes ont vu le jour pour mettre à l'aise les clients sans cesse nombreux.

C'est dans cet environnement agréable que se prépare une série d'oumra ou petit pèlerinage en terre sainte de l'islam dont la première édition dite « Oumra famille » débutera ce 22 décembre. « Pour l'année 2023-2024, Hambali voyages a prévu 4 éditions d'oumra dont une le 22 décembre 2023 et une autre pendant le mois béni de Ramadan fin mars début avril », explique Adamou Bakalmalé, directeur général adjoint de Hambali voyages.

Déjà, beaucoup de candidats se



sont inscrits et les inscriptions se poursuivent jusqu'au départ, a-t-il précisé. Selon Adamou Bakalmalé, Ham-



bali voyages héberge toujours ses pèlerins dans des hôtels de luxe à une cinquantaine de mètres de la mosquée du Prophète (Psl) à Médine et à quelques 300 mètres de la Kaaba à la Mecque.

Connue pour sa rigueur et sa ligne directrice qui place le pèlerin au centre de son action, l'agence de l'honorable Bachir Harouna Hambali ne lésine pas sur les moyens financier et humain pour offrir un séjour agréable à ses pèlerins.

## L'ÉCLOSION

Siège social : quartier Dan Gao, dans la rue en face du bar Canon à 200 mètres

Email : leclousionniger@yahoo.com

Fondateur / Directeur de publication

Ibrahim A. YERO

Tel : 90 06 78 46

Service commercial

96 27 01 96

Conception & Presse

L'ÉCLOSION

Tirage  
1000 exemplaires



Ecole supérieure Privée  
Africaine en Management  
et Technologie

@espa-mt  
f t i

**2<sup>ème</sup> Rentrée**

**Inscriptions deuxième rentrée**

sont en cours . . . .

Rejoignez-nous pour une année d'apprentissage enrichissante et d'opportunités exceptionnelles.



ESPA MT - Siège : au quartier Récasement à côté de la pharmacie 2ème forage

ESPA MT - ANNEXE : quartier Talladje non loin de la station escadrille.

Obtenez plus de renseignements :

+227 90232725 - 99595018

Inscriptions en ligne disponibles sur notre site : [www.espa-mt.com](http://www.espa-mt.com)

